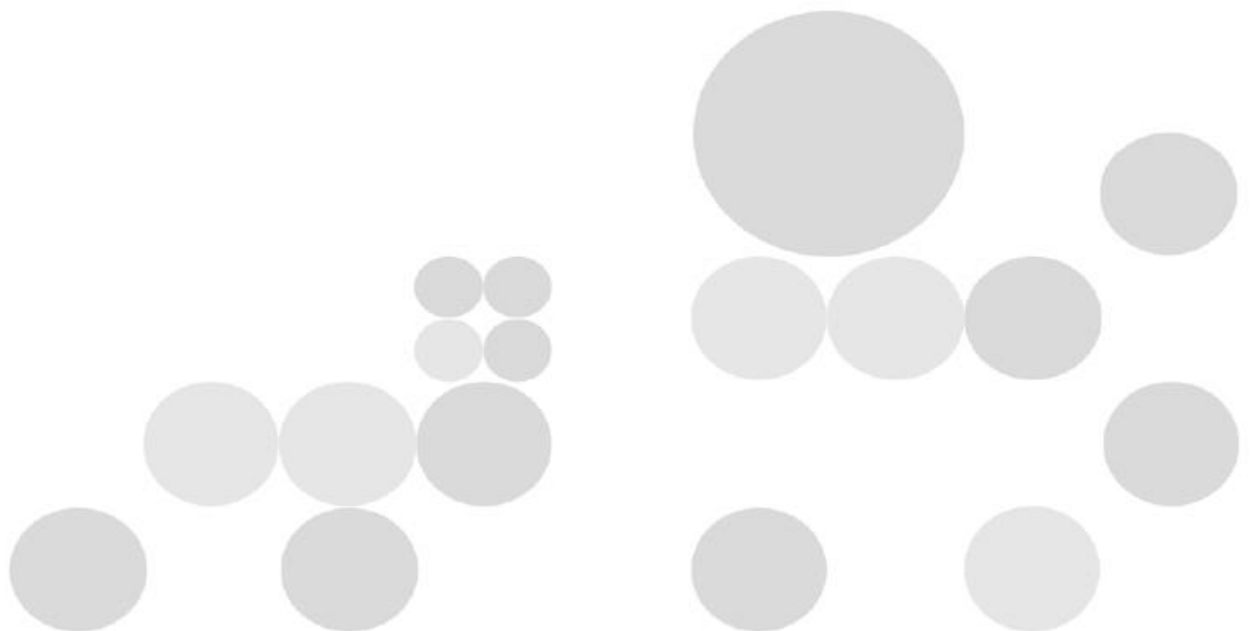




RAPPORT FINANCIER DU PREMIER TRIMESTRE

EXERCICE 2017

COMPTE RENDU PAGE 2
ÉTATS FINANCIERS ET NOTES..... PAGE 15



COMPTE RENDU

MODE DE PRÉSENTATION

La Monnaie royale canadienne (la « Monnaie ») a préparé le présent rapport comme l'exige l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*¹ en appliquant la norme émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Le présent compte rendu doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés non audités.

La Monnaie a préparé les états financiers consolidés résumés non audités des périodes de 13 semaines closes le 1^{er} avril 2017 et le 2 avril 2016 conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Sauf indication contraire, les résultats financiers figurant dans ce compte rendu sont présentés en dollars canadiens et ont été arrondis au million près, et l'information qu'il renferme est en date du 9 mai 2017.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

En parcourant tout énoncé prospectif, les lecteurs sont priés de garder à l'esprit la mise en garde figurant à la fin de ce compte rendu.

SURVOL DES ACTIVITÉS

La Monnaie royale canadienne est l'établissement de monnayage national du Canada et son mandat principal est de produire des pièces de circulation pour le compte du Canada, de gérer le système de distribution intérieur et de conseiller le gouvernement du Canada à ce sujet. La Monnaie remplit ce mandat grâce à un réseau de distribution de pièces et à un système de gestion des stocks qui se démarquent à l'échelle mondiale de même qu'à son usine de production, de placage et de frappe à grande échelle à la fine pointe de la technologie à Winnipeg. La Monnaie a également pour responsabilité de préserver l'intégrité des pièces canadiennes par la recherche et le développement continu et par l'application de caractéristiques de sécurité toujours plus avancées. Ses activités englobent également la fabrication et la commercialisation de produits d'investissement et de produits d'affinage ainsi que la prestation de services connexes. De plus, elle fabrique et commercialise des pièces numismatiques et des médailles et fournit des services de monnayage à des pays étrangers.

La Ligne commerciale des produits et solutions de pièces de circulation comprend la fabrication de pièces finies, de flans et de jetons destinés à des clients du monde entier, dont des banques centrales, des établissements de monnayage, des autorités monétaires et des ministères des Finances. Ces contrats permettent à la Monnaie de tirer parti de son infrastructure et de son savoir-faire à son usine de Winnipeg. Cette ligne commerciale est également responsable du

¹ *Loi sur la gestion des finances publiques*, LRC 1985, c. F-11

Programme de récupération des alliages en vertu duquel les plus vieilles pièces canadiennes sont retirées du marché et remplacées par des pièces en acier plaqué multicouche, lesquelles sont plus durables et plus sûres. Ce remplacement systématique des vieilles pièces en alliage assure également l'uniformité des pièces en circulation, ce qui facilite les transactions automatisées d'acceptation de la monnaie.

La Ligne commerciale des produits et services d'investissement propose à sa clientèle des produits d'investissement de premier ordre sous forme de pièces et de lingots en métaux précieux ainsi que des services intégrés d'affinage et d'entreposage de ces métaux et des Reçus de transactions boursières. Parmi ses produits, citons la série des pièces Feuille d'érable qui se décline en or, en argent, en palladium et en platine. Elle offre également d'autres produits et services de métaux précieux à des fins d'investissement et de fabrication. Grâce à sa position de chef de file du marché de même qu'à la qualité et à la sûreté inégalées de ses pièces d'investissement, la Monnaie est bien placée pour conquérir une grande part de toute augmentation de la demande tout en maintenant ses volumes lorsque les marchés s'affaiblissent. Les Reçus de transactions boursières des Réserves d'or et d'argent canadiennes qui sont cotés à la Bourse de Toronto permettent aux épargnants et aux investisseurs institutionnels d'avoir accès aux métaux précieux entreposés par la Monnaie, et celle-ci réduit ainsi ses coûts de location.

La Ligne commerciale des produits numismatiques englobe la création de médailles et de pièces de collection ainsi que la vente de ces produits à des clients du Canada et d'ailleurs dans le monde. Grâce à ses motifs de classe mondiale, la Monnaie occupe une position de chef de file mondial dans l'art et la science du monnayage qui est régulièrement reconnue par de prestigieux prix internationaux, et ce, en grande partie grâce à l'emploi de procédés technologiques d'avant-garde, tels les hologrammes, le placage sélectif et la coloration distinctive, procédés que la Monnaie utilise pour créer des produits attrayants et originaux. Le site monnaie.ca se classe toujours parmi les destinations favorites pour les achats de pièces numismatiques en ligne au Canada et ailleurs dans le monde, ce qui témoigne expressément des efforts que la Monnaie déploie pour augmenter la consultation de son site et ainsi accroître ses ventes directes et, par conséquent, le marché secondaire des pièces de collection.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS AU SEIN DE L'ENTREPRISE

Canada 150

En 2017, la Monnaie a commencé à tirer parti du vif intérêt suscité par le 150^e anniversaire de la Confédération du Canada pour lancer de nouveaux produits et programmes, dont une nouvelle série de pièces de collection abordables, ce qui lui permettra de poursuivre l'élargissement de sa clientèle et la croissance de sa Ligne commerciale des produits numismatiques. La Monnaie a mis en vente la première pièce de cette série à l'automne 2016 et en a lancé d'autres par la suite, notamment la collection de pièces commémoratives 2017 *Mon Canada m'inspire*. Jusqu'à présent,

COMPTE RENDUPÉRIODE DE 13 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} AVRIL 2017*(Non audité)*

les ventes réalisées dans le cadre du programme Canada 150 dépassent les attentes, et cette tendance devrait se maintenir puisque de nouveaux produits seront lancés tout au long de l'année.

Dividende déclaré et versé

La Monnaie a déclaré et versé un dividende de 29 millions de dollars au gouvernement du Canada du fait de son excellente performance opérationnelle en 2016.

Remise du Plan d'entreprise 2017-2021 et du budget d'immobilisations 2017 au ministère des Finances

Le 23 mars 2017, le Conseil d'administration de la Monnaie a approuvé le plan d'entreprise 2017-2021, lequel sera remis ultérieurement au gouverneur en conseil à des fins d'approbation sur recommandation du ministre des Finances.

Révision des résultats financiers de périodes antérieures

Tel qu'il est précisé dans son rapport annuel de 2016, en établissant les états financiers consolidés résumés du trimestre clos le 1^{er} octobre 2016 (soit le troisième trimestre de 2016), la Monnaie a déterminé que des ajustements et d'autres reclassements liés aux chiffres des périodes antérieures et ayant trait à la vente de produits numismatiques vendus à leur valeur nominale et de produits d'investissement devaient être effectués. La note 3 annexe aux états financiers consolidés résumés de la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017 renferme d'autres renseignements concernant ces révisions.

L'état consolidé résumé du résultat global de la période de 13 semaines close le 2 avril 2016 a été révisé de façon à refléter un changement dans la comptabilisation des produits vendus à leur valeur nominale et dans le mode de présentation des produits des activités ordinaires et du coût des ventes associés aux produits d'investissement ainsi que d'autres ajustements de reclassement. Le tableau ci-dessous présente l'incidence de ces modifications.

	Période de 13 semaines close le 2 avril 2016				Chiffres révisés
	Chiffres déjà établis	Retraitement – Produits vendus à leur valeur nominale	Reclassement – Opérations visant des stocks de clients	Autres reclassements	
Produits des activités ordinaires	780,9 \$	(1,8) \$	(191,0) \$	0,3	588,4 \$
Coût des ventes	738,4	(5,8)	(191,0)	-	541,6
Gains nets (pertes nettes) de change	2,8	(2,3)	-	(0,3)	0,2
Charge d'impôts sur le résultat	(3,3)	(0,4)	-	-	(3,7)
Résultat de la période	9,9	1,3	-	-	11,2

FAITS SAILLANTS OPÉRATIONNELS ET ANALYSE DES RÉSULTATS

Soucieuse d'atteindre ses objectifs, la Monnaie s'efforce d'accroître constamment sa rentabilité par une gestion prudente de ses finances et par des activités efficaces. Elle évalue son rendement au moyen de paramètres significatifs pour ses clients, ses partenaires commerciaux et ses employés. Les mesures présentées ci-dessous lui permettent de surveiller sa capacité à améliorer son rendement et à créer de la valeur.

	Période de 13 semaines close le			
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016 (chiffres retraités)	Variation en \$	Variation en %
Produits des activités ordinaires	502,8 \$	588,4 \$	(85,6) \$	(15)
Résultat avant impôts sur le résultat	14,9	15,0	(0,1)	
Résultat après impôts sur le résultat	11,1	11,2	(0,1)	

	Au			
	1 ^{er} avril 2017	31 décembre 2016	Variation en \$	Variation en %
Trésorerie	80,5 \$	114,2 \$	(33,7) \$	(30)
Stocks	85,7	78,9	6,8	9
Immobilisations	180,1	182,5	(2,4)	(1)
Total de l'actif	418,2	444,1	(25,9)	(6)
Fonds de roulement	118,5	136,1	(17,6)	(13)

Note : La date de clôture de l'exercice de la Monnaie est le 31 décembre.

Le résultat consolidé avant impôts et celui après impôts du trimestre ont été comparables à ceux de la même période de l'exercice 2016, se situant respectivement à 15 millions de dollars et à 11 millions. Dans la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017, la Société a versé un dividende de 29 millions de dollars à son actionnaire, le gouvernement du Canada, ce qui a fait que la trésorerie, le total de l'actif et le fonds de roulement étaient, au 1^{er} avril 2017, inférieurs à ceux inscrits au 31 décembre 2016.

Produits des activités ordinaires par programme et ligne commerciale

	Période de 13 semaines close le			
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016 (chiffres révisés)	Variation en \$	Variation en %
Programme de pièces de circulation canadiennes	22,8 \$	20,5 \$	2,3 \$	11
Produits et solutions de pièces de circulation	11,9	6,7	5,2	78
Produits et services d'investissement	421,2	521,4	(100,2)	(19)
Produits numismatiques	46,9	39,8	7,1	18

Programme de pièces de circulation canadiennes

Approvisionnement en pièces <i>(en millions de pièces)</i>	Au			
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016	Variation	%
Stocks des institutions financières	777	777	-	-
Pièces recyclées	45	149	(104)	(70)
Pièces vendues aux institutions financières	18	12	6	50
Total de l'approvisionnement en pièces	840	938	(98)	(10)

Stocks du ministère des Finances <i>(en millions de pièces)</i>	Au			
	1 ^{er} avril 2017	31 décembre 2016	Variation	%
Stocks d'ouverture	298	227	71	31
Production	96	533	(437)	(82)
Pièces vendues aux institutions financières	(18)	(462)	444	96
Stocks de clôture	376	298	78	26

Au cours de la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017, les produits des activités ordinaires du Programme de pièces de circulation canadiennes ont augmenté de 2,3 millions de dollars par suite de l'amendement apporté à la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* selon la sanction royale reçue le 15 décembre 2016 et stipulant le retour des activités de monnayage canadiennes à un modèle à but lucratif.

De plus, le volume net de l'approvisionnement en pièces de circulation canadiennes était de 840 millions de pièces au 1^{er} avril 2017, contre 938 millions au 2 avril 2016. La demande est comblée au moyen de trois grandes sources d'approvisionnement, et elle peut varier d'une région à l'autre du pays et d'une période à l'autre de l'année. Ces trois grandes sources sont les suivantes :

- Les stocks de pièces détenus par les grandes institutions financières partout au pays : En pourcentage de l'approvisionnement global, ces stocks s'établissaient à 93 % au 1^{er} avril 2017, contre 83 % au 2 avril 2016. Leur augmentation a découlé principalement de la compression du programme de recyclage en 2016, ce qui a fait que le volume de pièces recyclées a diminué au cours du premier trimestre de 2017, augmentant ainsi les stocks détenus par les institutions financières.
- Les pièces recyclées : La Monnaie a recyclé 45 millions de pièces au premier trimestre de 2017, contre 149 millions dans la même période de 2016. Le fournisseur de services cherche toujours de nouveaux emplacements pour installer des machines, deux institutions financières ayant aboli leur programme de recyclage en 2016. Dans le passé, cette source comptait pour environ 15 % de l'approvisionnement global, mais avec les changements survenus récemment sur le marché, elle en a représenté 5 %.
- Les nouvelles pièces vendues aux grandes institutions financières : Au cours du premier trimestre de 2017, la Monnaie a vendu 18 millions de nouvelles pièces aux institutions financières, comparativement à 12 millions dans la période correspondante de 2016. Les nouvelles pièces ont compté pour les 2 % restants de l'approvisionnement.

La Monnaie gère les stocks de façon proactive en tenant compte des variations de la demande, des dépôts auprès des institutions financières et des volumes de recyclage afin de s'assurer que la demande de pièces est comblée tout au long de l'année tout en maintenant les stocks à un niveau minimal. Elle s'emploie également à optimiser ses activités de logistique de façon à réduire les coûts globaux de distribution et d'entreposage pour le gouvernement du Canada. Le réseau de monnayage est géré tout en respectant les limites des stocks définies dans le Plan d'entreprise de la Monnaie. Dans le but de regarnir les stocks détenus au nom du ministère des Finances, la Monnaie a produit 96 millions de pièces dans le premier trimestre de 2017, contre 138 millions un an plus tôt.

Une gestion efficace du réseau de monnayage va de pair avec la promotion de l'histoire, de la culture et des valeurs du Canada. Ainsi, dans le premier trimestre de 2017, plusieurs pièces commémoratives ont été émises, dont celles de la collection *Mon Canada m'inspire* qui célèbre les 150 ans du Canada et une pièce de 25 cents qui souligne le 125^e anniversaire de la Coupe Stanley.

Produits et solutions de pièces de circulation

Les produits des activités ordinaires de la Ligne commerciale des produits et solutions de pièces de circulation se sont accrus de 78 %, passant d'un montant de 6,7 millions de dollars pour le premier trimestre de 2016 à 11,9 millions pour la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017. Les produits générés par les ventes de pièces de circulation étrangères ont bondi de 146 %, pour s'établir à 10,1 millions de dollars, contre 4,1 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits tirés du Programme de récupération des alliages sont passés de

2,6 millions de dollars au premier trimestre de 2017 à 1,8 million pour la période à l'étude, ce qui signale un recul de 31 %.

Les produits que cette ligne commerciale a réalisés à l'étranger rendent compte de l'expédition de 269,7 millions de pièces et flans (67,3 millions en 2016) à 9 pays (6 en 2016) au cours du trimestre. Leur hausse reflète l'exécution de contrats signés dans des exercices antérieurs et visant des produits multicouche que fabrique la Monnaie. Au cours du premier trimestre de 2017, la Monnaie a conclu un nouveau contrat aux termes duquel elle produira 7,5 millions de pièces.

Les produits générés par le Programme de récupération des alliages se sont affaiblis en raison du repli des volumes de recyclage et du fait que le nombre de pièces en alliage des volumes recyclés a baissé.

Produits et services d'investissement

	Période de 13 semaines close le	
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
Produits des activités ordinaires, montant brut	551,1 \$	712,4 \$
Moins les opérations visant des stocks de clients	(129,9)	(191,0)
Produits des activités ordinaires, montant net	421,2 \$	521,4 \$

	Période de 13 semaines close le	
<i>(en milliers d'onces)</i>	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
Onces, nombre brut	10 129,6	22 315,2
Moins les onces provenant des opérations visant des stocks de clients	(1 085,5)	(2 745,4)
Onces, nombre net	9 044,1	19 569,8

Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017, les produits des activités ordinaires de la Ligne commerciale des produits et services d'investissement ont fléchi de 19 %, passant d'un montant révisé de 521,4 millions de dollars pour la même période de 2016 à 421,2 millions. Les ventes de pièces en or, soit surtout des pièces Feuille d'érable en or, se sont contractées de 2 %, pour s'établir à 208,3 mille onces (201,6 mille en 2016). Quant aux ventes de pièces en argent, à savoir principalement des pièces Feuille d'érable en argent, elles ont diminué de 56 % et se sont ainsi situées à 4,7 millions d'onces (10,6 millions en 2016). La récente baisse des produits des activités ordinaires est attribuable au repli de la demande de produits d'investissement au cours de la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017, comparativement à ce qu'elle était un an plus tôt.

Produits numismatiques

Les produits des activités ordinaires de la Ligne commerciale des produits numismatiques ont progressé de 18 % dans la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017, atteignant ainsi 46,9 millions de dollars, en regard d'un montant révisé de 39,8 millions pour la période correspondante de 2016, ce qui est essentiellement imputable à la forte demande de produits

COMPTE RENDUPÉRIODE DE 13 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} AVRIL 2017*(Non audité)*

Canada 150. Quant à la demande de pièces numismatiques en or, elle s'est comprimée de 66 %, passant de 14,3 millions de dollars un an auparavant à 4,8 millions, ce qui a découlé surtout du fait qu'un produit exclusif et fabriqué sur mesure avait été vendu en 2016. Les ventes de produits numismatiques en argent se sont renforcées de 57 %, passant de 22,5 millions de dollars pour la même période de 2016 à 35,4 millions, ce qui a résulté principalement du lancement fructueux de nouvelles pièces en argent, dont une pièce colorée soulignant l'année lunaire du Coq et celles du programme Canada 150.

	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
Or	4,8 \$	14,3 \$
Argent	35,4	22,5
Autres matières	6,7	3,0
Total des produits tirés des activités ordinaires	46,9 \$	39,8 \$

Souhaitant célébrer comme il se doit le 150^e anniversaire du Canada, la Monnaie s'est dotée d'un solide programme concourant à la réalisation de ses visées pour 2017. Cela signifie notamment investir dans les ressources humaines, les processus et les systèmes et aligner les produits, la promotion et les canaux de vente sur le thème Canada 150. Cette stratégie de marketing mettra également en jeu l'intégration de stratégies employées à l'égard des produits, des prix, de la promotion et du placement tout en tirant parti de l'Internet, des outils numériques, des médias sociaux et des ressources du centre d'appels.

Charges, autres produits et impôts sur le résultat

	Période de 13 semaines close le			
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016 (chiffres retraités)	Variation en \$	Variation en %
Coût des ventes	452,3 \$	541,6 \$	89,3 \$	16
Charges d'exploitation				
Frais de marketing et ventes	16,7	17,4	0,7	4
Frais d'administration	17,2	14,7	(2,5)	(17)
Pertes nettes (gains nets) de change	1,8	(0,2)	(2,0)	
Charge d'impôts sur le résultat	3,7	3,7	-	

Le coût des ventes a baissé de 16 % et s'est chiffré à 452,3 millions de dollars pour la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017, comparativement à un montant révisé de 541,6 millions pour la période correspondante de 2016. La diminution du coût des ventes reflète la baisse, d'une période à l'autre, des produits des activités ordinaires générés par les produits et services d'investissement. Cette baisse est en grande partie attribuable au repli de la demande de produits d'investissement en argent, laquelle s'est contractée de 56 % en 2017 par rapport à ce qu'elle était un an plus tôt. Le coût des ventes associé aux produits et solutions de pièces de circulation ainsi qu'aux produits numismatiques a augmenté sur un an en phase avec la hausse des produits des

COMPTE RENDUPÉRIODE DE 13 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} AVRIL 2017*(Non audité)*

activités ordinaires constatés par chacune de ces lignes commerciales. L'accroissement du coût des ventes associé aux produits numismatiques a été atténué par l'incidence positive d'une augmentation de 1,2 million de dollars, entre le premier trimestre de 2016 et celui de 2017, du montant de réévaluation de la composante recouvrement de métaux précieux associée aux rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale.

Les charges d'exploitation se sont alourdies de 6 %, passant de 32,1 millions de dollars dans la période correspondante de 2016 à 33,9 millions dans celle à l'étude, ce qui est principalement imputable à la hausse des frais d'administration par suite de la majoration des charges de rémunération du personnel ainsi qu'à l'accroissement des charges de consultation et de location.

Les pertes nettes de change de la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017 ont dépassé de 2,0 millions de dollars le montant inscrit à ce chapitre dans celle close le 2 avril 2016 à cause d'un accroissement de la perte au règlement de dérivés se chiffrant à 6,8 millions. Ce facteur a été compensé en partie par l'incidence positive de l'appréciation du dollar américain et des conséquences favorables que cette plus-value a eue à la conversion de soldes libellés en dollars américains, à savoir 4,8 millions de dollars.

La charge d'impôts sur le résultat est demeurée la même d'un trimestre à l'autre.

LIQUIDITES ET RESSOURCES EN CAPITAL

Flux de trésorerie	Période de 13 semaines close le		
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016	Variation en \$
Trésorerie à la clôture de la période	80,5 \$	92,5 \$	(12) \$
Flux de trésorerie générés par les (affectés aux) activités d'exploitation	1,7	(6,6)	8,3
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(3,0)	(3,4)	0,4
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(29,1)	(31,1)	2,0

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont établis à 1,7 million de dollars pour la période close le 1^{er} avril 2017, ce qui traduit une amélioration de 8,3 millions en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est essentiellement attribuable au fait que, dans le premier trimestre de 2016, un ajustement avait été apporté au montant facturé au ministère des Finances, ce qui n'a pas été le cas dans le trimestre à l'étude.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement sont passés de 3,4 millions de dollars dans la période close le 2 avril 2016 à 3,0 millions dans celle close le 1^{er} avril 2017. Au cours de cette période, les dépenses en immobilisations ont été engagées essentiellement aux fins des travaux de rénovation du siège social de la Monnaie à Ottawa.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement sont passés de 31,1 millions de dollars pour la période close le 2 avril 2016 à 29,1 millions pour celle close le 1^{er} avril 2017. La Monnaie a remis au gouvernement du Canada un dividende annuel de 15,0 millions de dollars et un dividende supplémentaire de 14,0 millions de dollars au premier trimestre de 2017, contre un dividende de 31,0 millions en 2016.

FACILITES D'EMPRUNT

Il y a lieu de se reporter à la note 17 annexe aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016 pour obtenir des détails sur les facilités d'emprunt de la Monnaie. Tant à l'ouverture qu'à la clôture du trimestre, ses emprunts à long terme en cours totalisaient 27,0 millions de dollars. Le ratio s'y rapportant est passé de 1,7 au 31 décembre 2016 à 1,6 au 1^{er} avril 2017.

RISQUES D'EXPLOITATION

La direction tient compte des risques et des occasions à tous les paliers décisionnels et évalue constamment l'efficacité de son programme de gestion des risques de l'entreprise (« GRE ») afin de s'assurer qu'il comble les exigences de son actionnaire. Dans le cadre d'une récente évaluation de ce programme, des points à améliorer ont été cernés, ce qui a mené à la formulation de recommandations clés. S'appuyant sur celles-ci, la direction fera passer le programme GRE à un niveau supérieur, augmentant ainsi la valeur du processus de prise de décisions en fonction des risques.

Tel qu'il est précisé dans le rapport annuel, le rendement de la Monnaie dépend de nombreux facteurs, dont la conjoncture économique, la volatilité des marchés financiers et des marchandises et les pressions de la concurrence. Il ne s'est produit aucun changement important dans ces facteurs de risque depuis le dépôt du rapport annuel de 2016.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRUCIALES, ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET FAITS NOUVEAUX EN COMPTABILITE

Il y a lieu de se reporter aux notes 4 et 5 annexes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016 pour obtenir des renseignements sur les estimations comptables cruciales, l'adoption de nouvelles normes comptables et les faits nouveaux en comptabilité.

PERSPECTIVES

Les résultats opérationnels et financiers obtenus au cours des 13 semaines closes le 1^{er} avril 2017 indiquent que la Monnaie est en voie de réaliser les objectifs financiers énoncés dans le Plan

d'entreprise 2017-2021 que son conseil d'administration a approuvé mais qui ne l'a pas encore été par le gouverneur en conseil.

En ce qui concerne la Ligne commerciale des produits et solutions de pièces de circulation, la demande mondiale de ces pièces, en particulier les flans, devrait se raffermir dans les 15 prochains mois. Le repli des volumes de recyclage fait l'objet d'une étroite surveillance afin d'en évaluer l'incidence sur l'approvisionnement en pièces de circulation canadiennes et sur les produits générés par le Programme de récupération des alliages et pour explorer adéquatement des réactions potentielles

Les ventes de la Ligne commerciale des produits numismatiques demeurent élevées et correspondent aux prévisions établies pour le présent exercice, ce qui découle essentiellement de la réussite du programme Canada 150, laquelle devrait s'intensifier puisque de nouveaux produits seront lancés tout au long de 2017.

La demande des produits d'investissement en or et en argent s'est contractée dans le premier trimestre et c'est pourquoi la Monnaie s'engage à gérer les frais d'exploitation.

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les états financiers consolidés résumés trimestriels non audités et le présent compte rendu renferment des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes de la direction de la Monnaie quant à ses objectifs, ses plans, ses stratégies, sa croissance future, ses résultats d'exploitation, son rendement, ses perspectives commerciales et ses débouchés. Des énoncés prospectifs se reconnaissent généralement par l'emploi de termes ou expressions tels que « projeter », « prévoir », « s'attendre à », « croire », « estimer » et « à l'intention de » et d'autres termes ou expressions analogues. De tels énoncés prospectifs ne constituent pas des faits, mais seulement des estimations de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement, des perspectives commerciales et des débouchés prévus (soit des hypothèses). Bien que la direction juge, à la lumière des informations à sa disposition, que ces hypothèses sont raisonnables, elles pourraient se révéler inexactes. Ces estimations des résultats futurs sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes ainsi qu'à divers autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux auxquels la Monnaie s'attend. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux énoncés sous la rubrique Risques d'exploitation présentée ci-dessus ainsi qu'à la note 8 - Instruments financiers et gestion des risques financiers, annexe aux états financiers consolidés résumés non audités de la Monnaie.

Dans la mesure où celle-ci présente des informations financières prospectives ou des perspectives financières, telles celles portant sur sa croissance et son rendement financier à venir, elle le fait dans le seul but de décrire ses attentes pour l'avenir. Par conséquent, les lecteurs sont priés de comprendre que ces informations ou perspectives pourraient ne pas convenir à d'autres fins. En

outre, à l'instar de tout énoncé prospectif en général, de telles informations ou perspectives reposent sur des hypothèses et sont exposées à divers risques.

Les lecteurs doivent analyser ces facteurs avec soin lorsqu'ils évaluent de tels énoncés prospectifs. Compte tenu de ces hypothèses et risques, les événements prévus par ces énoncés pourraient ne pas survenir. La Monnaie ne peut garantir que les résultats ou événements projetés se concrétiseront. C'est pourquoi les lecteurs ne doivent pas se fier indûment aux énoncés prospectifs.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers consolidés résumés trimestriels non audités et ce compte rendu ne sont faits qu'en date du 9 mai 2017, et la Monnaie ne s'engage nullement à les mettre à jour publiquement après cette date en raison de nouvelles informations, d'événements à venir, de changements de situation ou pour tout autre motif que ce soit.

Déclaration de responsabilité de la haute direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés trimestriels conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et aux exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés résumés trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction doit aussi veiller à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés résumés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés résumés trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Monnaie royale canadienne, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés résumés trimestriels.

La présidente et chef de la direction,



Sandra L. Hanington

*La chef de la direction financière et
vice-présidente, Finances et Administration,*



Jennifer Camelon, CPA, CA

Ottawa, Canada

Le 9 mai 2017

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
Non audité (en milliers de \$ CA)

	Notes	Au	
		1 ^{er} avril 2017	31 décembre 2016
Actifs courants			
Trésorerie		80 525 \$	114 185 \$
Créances	6	26 380	24 938
Charges payées d'avance		5 297	4 012
Impôts sur le résultat à recevoir		6 659	4 222
Stocks	7	85 744	78 929
Actifs financiers dérivés	8	250	425
Total des actifs courants		204 855	226 711
Actifs non courants			
Charges payées d'avance		1 168	1 669
Actifs financiers dérivés	8	3	17
Actifs d'impôts différés		32 042	33 206
Immobilisations corporelles	9	168 651	170 254
Immeuble de placement		236	236
Immobilisations incorporelles	9	11 226	12 004
Total des actifs non courants		213 326	217 386
Total de l'actif		418 181 \$	444 097 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	11	61 954 \$	59 384 \$
Emprunts		7 553	7 516
Rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale	10	2 613	3 153
Produits différés		10 910	13 078
Avantages du personnel		2 702	2 866
Passifs financiers dérivés	8	649	4 620
Total des passifs courants		86 381	90 617
Passifs non courants			
Créditeurs et charges à payer		363	401
Emprunts		19 490	19 490
Rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale	10	134 112	137 864
Avantages du personnel		10 101	10 101
Passifs financiers dérivés	8	247	268
Total des passifs non courants		164 313	168 124
Total du passif		250 694	258 741
Capitaux propres			
Capital-actions (4 000 actions non transférables autorisées et émises)		40 000	40 000
Résultats non distribués		127 731	145 617
Cumul des autres éléments du résultat global		(244)	(261)
Total des capitaux propres		167 487	185 356
Total du passif et des capitaux propres		418 181 \$	444 097 \$

Engagements, éventualités et garanties (note 20).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
Non audité (en milliers de \$ CA)

	Notes	Période de 13 semaines close le	
		1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
			Chiffres retraités (note 3)
Produits des activités ordinaires	13	502 750 \$	588 414 \$
Coût des ventes	14, 15	452 296	541 617
Marge brute		50 454	46 797
Frais de marketing et ventes	14, 15	16 669	17 388
Frais d'administration	14, 15, 16	17 159	14 694
Charges d'exploitation		33 828	32 082
(Pertes nettes) gains nets de change		(1 768)	248
Résultat d'exploitation		14 858	14 963
Frais financiers, montant net		(7)	(16)
Résultat avant impôts sur le résultat		14 851	14 947
Charge d'impôts sur le résultat	17	(3 737)	(3 723)
Résultat de la période		11 114	11 224
<i>Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net :</i>			
Profits nets non réalisés sur couvertures de flux de trésorerie		17	2 831
Reclassement de pertes nettes réalisées sur couvertures de flux de trésorerie transférées des autres éléments du résultat global		-	353
Autres éléments du résultat global, après impôts		17	3 184
Résultat global total		11 131 \$	14 408 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES
CAPITAUX PROPRES
Non audité (en milliers de \$ CA)

Période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017

	Capital- actions	Résultats non distribués – Chiffres retraités (note 3)	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total
Solde au 31 décembre 2016	40 000 \$	145 617 \$	(261) \$	185 356 \$
Résultat de la période	–	11 114	–	11 114
Autres éléments du résultat global, après impôts	–	–	17	17
Dividende versé	–	(29 000)	–	(29 000)
Solde au 1 ^{er} avril 2017	40 000 \$	127 731 \$	(244) \$	167 487 \$

Période de 13 semaines close le 2 avril 2016

	Capital- actions	Résultats non distribués – Chiffres retraités (note 3)	Cumul des autres éléments du résultat global (Profits nets (pertes nettes) sur couvertures de flux de trésorerie)	Total – Chiffres retraités (note 3)
Solde au 31 décembre 2015	40 000 \$	152 138 \$	(6 829) \$	185 309 \$
Résultat de la période	–	11 224	–	11 224
Autres éléments du résultat global, après impôts	–	–	3 184	3 184
Dividende versé	–	(31 000)	–	(31 000)
Solde retraité au 2 avril 2016 (note 3)	40 000 \$	132 362 \$	(3 645) \$	168 717 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
TABLEAU CONSOLIDÉ RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
Non audité (en milliers de \$ CA)

	Notes	Période de 13 semaines close le	
		1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016 (note 3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Résultat de la période		11 114 \$	11 224 \$
Ajustements visant à rapprocher le résultat et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Dotation aux amortissements	14	4 875	4 768
Charge d'impôts sur le résultat	17	3 737	3 723
Frais financiers, montant net		7	16
Perte (gain) de change		1 768	(248)
Ajustements des autres (produits) charges, montant net	18	(5)	254
Variation du passif au titre des rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale		(4 862)	(4 007)
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	18	(9 992)	(17 262)
Flux de trésorerie générés par les (affectés aux) activités d'exploitation avant intérêts et impôts			
Impôts sur le résultat payés		(5 094)	(5 297)
Intérêts reçus, déduction faite des intérêts payés	18	144	185
Flux de trésorerie nets générés par les (affectés aux) activités d'exploitation		1 692	(6 644)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(2 968)	(3 238)
Règlements de contrats dérivés aux fins de l'acquisition d'immobilisations corporelles, montant net		-	(160)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement		(2 968)	(3 398)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Dividendes versés	8.1	(29 000)	(31 000)
Frais de financement payés		(62)	(71)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités de financement		(29 062)	(31 071)
Effet des variations de taux de change sur la trésorerie		(3 322)	(7 134)
Diminution de la trésorerie		(33 660)	(48 247)
Trésorerie à l'ouverture de la période		114 185	140 776
Trésorerie à la clôture de la période		80 525 \$	92 529 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés.

1. NATURE ET DESCRIPTION DE LA SOCIÉTÉ

La Monnaie royale canadienne (la « Monnaie » ou la « Société ») a été constituée en 1969 en vertu de la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* afin de frapper des pièces de monnaie et d'exercer des activités connexes. Elle est une société mandataire de Sa Majesté mentionnée à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle produit toutes les pièces de monnaie qui ont cours au Canada et administre le réseau de distribution pour le compte du gouvernement du Canada.

Le 15 décembre 2016, le projet de loi C-29, *Loi n° 2 d'exécution du budget de 2016, Loi n° 2 portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2016 et mettant en œuvre d'autres mesures* a reçu la sanction royale. Plus particulièrement, cette loi amende la *Loi sur la Monnaie royale canadienne* de façon à clarifier les pouvoirs de la Société et à lui permettre de prévoir la réalisation de bénéfices relativement à la fourniture de tous ses biens ou services et supprime l'exigence selon laquelle il lui est interdit d'avoir en vue la réalisation de bénéfices relativement à la fourniture de biens ou de services à Sa Majesté du chef du Canada.

La Société produit également des pièces de circulation, de collection et d'investissement destinées aux marchés intérieur et extérieur et est aussi un affineur d'or. Les adresses du siège social et des installations principales sont le 320, promenade Sussex, Ottawa (Ontario), K1A 0G8, Canada et le 520, boulevard Lagimodière, Winnipeg (Manitoba), R2J 3E7, Canada.

En 2002, la Société a constitué RCMH-MRCF Inc., une filiale entièrement détenue, qui est inactive depuis le 31 décembre 2008.

La Société est une société d'État fédérale visée par règlement et est assujettie à l'impôt sur le revenu fédéral en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Même si elle n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu fédéral des États-Unis d'Amérique, la Société est, dans certains États, assujettie à l'impôt sur le revenu étatique.

2. BASE DE PRÉSENTATION

2.1 Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés résumés trimestriels ont été établis conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »), des Normes internationales d'information financière (« IFRS »), et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Comme le permettent ces normes, ces états financiers consolidés résumés trimestriels ne renferment pas toutes les informations à fournir dans des états financiers consolidés annuels et doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société pour son exercice clos le 31 décembre 2016.

Les présents états financiers consolidés résumés trimestriels n'ont pas été audités ni examinés par un auditeur externe.

Le 9 mai 2017, le Conseil d'administration de la Société a autorisé la publication de ces états financiers consolidés résumés trimestriels.

2.2 Mode de présentation

Les états financiers consolidés résumés trimestriels ont été établis conformément aux IFRS.

Bien que la date de clôture de l'exercice de la Société, à savoir le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture de ses trimestres ne concordent pas nécessairement avec celles des trimestres de l'année civile. Chaque trimestre de la Société comporte plutôt 13 semaines.

2.3 Consolidation

Les états financiers consolidés résumés trimestriels comprennent les états financiers trimestriels de la Société et ceux de sa filiale entièrement détenue. Les méthodes comptables de celle-ci sont conformes à celles utilisées par la Société. Les transactions, soldes, produits et charges interentreprises ont été complètement éliminés lors de la consolidation.

2.4 Conversion des monnaies étrangères

À moins d'indication contraire, tous les montants présentés dans les états financiers consolidés résumés trimestriels et les informations fournies sont en milliers de dollars canadiens (\$ CA), soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

2.5 Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins des présents états financiers consolidés résumés trimestriels sont présentées à la note 2 annexe aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière cohérente dans la période considérée et la période comparative.

3. RETRAITEMENT ET RECLASSEMENT DES CHIFFRES DES PÉRIODES ANTÉRIEURES

Retraitement des chiffres des périodes antérieures relativement aux produits numismatiques vendus à leur valeur nominale

En établissant les états financiers consolidés résumés trimestriels du trimestre clos le 1^{er} octobre 2016 (soit le troisième trimestre de 2016), la Société a déterminé qu'un ajustement lié aux chiffres des périodes antérieures et ayant trait à la vente de produits numismatiques vendus à leur valeur nominale exigeait un retraitement de ces chiffres.

Dans le passé, les ventes de produits numismatiques vendus à leur valeur nominale étaient inscrites dans les produits des activités ordinaires et un passif au titre des rachats et retours prévus était constaté en fonction des tendances passées quant aux rachats et retours d'autres produits numismatiques. En 2016, la Société a procédé à un examen exhaustif du programme des pièces vendues à leur valeur nominale ainsi que de leurs rachats et retours jusqu'alors. Les produits vendus à leur valeur nominale n'ont pas les mêmes caractéristiques que les autres produits numismatiques puisque leur valeur nominale équivaut à leur prix d'achat, ce qui, combiné à la période indéfinie des rachats et des retours qu'autorisent les politiques et pratiques actuelles de la Société à cet égard, fait en sorte que les produits vendus à leur valeur nominale sont beaucoup plus susceptibles d'être rachetés ou retournés que les autres produits numismatiques. Par conséquent, la Société considère que les tendances passées des rachats et retours d'autres produits numismatiques ne peuvent servir à estimer ceux des produits vendus à leur valeur nominale, et qu'il n'existe aucune autre méthode de calcul à la fois fiable et raisonnable.

Par suite de cet examen, il a été établi qu'aucun produit des activités ordinaires ne devrait être constaté avant qu'une estimation raisonnable des rachats et retours puisse être faite. Un passif représentant la valeur cumulative des produits vendus à leur valeur nominale non encore rachetés ou retournés et les coûts des rachats et des retours, déduction faite de la valeur de la teneur en argent correspondante, a été constaté et un ajustement rétrospectif à compter de l'entrée en vigueur du programme des pièces vendues à leur valeur nominale a été effectué.

Les états financiers consolidés résumés de la période de 13 semaines close le 2 avril 2016 ont été retraités afin de refléter ce changement comptable. Pour plus d'informations sur l'évaluation du passif au titre des rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale, il y a lieu de se reporter aux notes 3 et 4 annexes aux états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Reclassement des chiffres des périodes antérieures

Présentation des produits des activités ordinaires et du coût des ventes liés aux produits d'investissement

Dans le passé, tous les produits des activités ordinaires générés par les ventes de produits d'investissement étaient constatés au montant brut. Cependant, il existe divers flux de vente de ces produits. Au troisième trimestre de 2016, la Société a entrepris l'analyse des différents types d'opérations de vente de ces produits et a conclu qu'il est plus approprié de présenter les produits en découlant à leur montant net lorsque l'opération en question porte sur des stocks qu'un client a déposés auprès de la Société afin que celle-ci lui fabrique un produit sous une forme différente, telle une pièce Feuille d'érable en or. Ainsi, les produits des activités ordinaires et le coût des métaux précieux associés aux ventes de produits d'investissement mettant en jeu des stocks de clients en dépôt auprès de la Société (« opérations visant des stocks de clients ») sont désormais présentés à leur montant net, et seuls les commissions et les autres services de fabrication à valeur ajoutée sont encore constatés en tant que produits des activités ordinaires. Ce changement de présentation n'a aucune répercussion sur le résultat net.

L'état consolidé résumé du résultat global de la période de 13 semaines close le 2 avril 2016 a été ajusté de sorte à refléter ce changement de présentation des produits des activités ordinaires et du coût des ventes.

Autres reclassements

Dans le premier trimestre de 2017, la Société a modifié le classement de certains montants figurant dans l'état consolidé résumé du résultat global, les transférant entre les catégories des produits des activités ordinaires et des gains ou pertes nets de change afin de refléter plus fidèlement leur nature.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} AVRIL 2017
 (Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Le tableau qui suit indique l'incidence combinée du retraitement et des reclassements des chiffres du premier trimestre de 2016.

	Période de 13 semaines close le 2 avril 2016				
	Chiffres déjà établis	Retraitement – Produits vendus à leur valeur nominale	Reclassement – Opérations visant des stocks de clients	Autres reclassements	Chiffres révisés
Produits des activités ordinaires	780 921 \$	(1 834) \$	(191 009) \$	336 \$	588 414 \$
Coût des ventes	738 468	(5 842)	(191 009)	–	541 617
Gains nets (pertes nettes) de change	2 843	(2 259)	–	(336)	248
Charge d'impôts sur le résultat	(3 286)	(437)	–	–	(3 723)
Résultat de la période	9 912	1 312	–	–	11 224

Présentation du tableau des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a changé la présentation de son tableau consolidé des flux de trésorerie de façon à ce que ceux liés aux activités d'exploitation y figurent conformément à la méthode indirecte comme l'y autorise IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie*. La note 3 annexe aux états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 renferme des détails concernant ce changement de présentation.

4. PRINCIPALES SOURCES D'INCERTITUDE RELATIVE AUX ESTIMATIONS ET JUGEMENTS CRUCIAUX

Pour établir les présents états financiers consolidés résumés trimestriels conformément aux IFRS, la direction a dû poser des jugements cruciaux, faire des estimations et formuler des hypothèses qui ont influé sur les montants déclarés de l'actif et du passif, sur la divulgation d'actifs et de passifs éventuels ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges de la période de présentation de l'information financière.

Les résultats réels pourraient différer grandement des estimations et hypothèses. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont examinées de façon continue. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée si cette dernière touche seulement cette période, ou dans la période de révision et les périodes futures si elle touche autant la période actuelle que celles à venir. Les principaux jugements et estimations au 1^{er} avril 2017 étaient conformes à ceux décrits dans la note 4 annexe aux états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

5. APPLICATION D'IFRS NOUVELLES OU RÉVISÉES

5.1 IFRS nouvelles ou révisées qui ont une incidence sur les montants présentés ou indiqués dans les états financiers consolidés

L'International Accounting Standards Board (« IASB ») n'a publié aucune IFRS nouvelle ou révisée qui est entrée en vigueur pour la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017 et qui a touché les montants présentés ou indiqués dans les états financiers consolidés résumés trimestriels.

5.2 Prises de position liées à des IFRS nouvelles ou révisées qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur

- a) La Société a examiné les prises de position en comptabilité révisées qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur. L'application des modifications suivantes ne devrait pas avoir une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

IAS 40, *Transfert d'immeubles de placement* (« IAS 40 »)

Une modification d'IAS 40 sur les transferts d'immeubles de placement a été publiée en décembre 2016 et indique que des transferts vers la catégorie immeubles de placement ou depuis celle-ci doivent être effectués par une entité si, et seulement si, il y a une indication d'un changement d'utilisation. Il y a un changement d'utilisation lorsque le bien immobilier devient, ou cesse d'être, un immeuble de placement au sens de la définition de cette expression. Un changement dans les intentions de la direction relativement à l'utilisation d'un bien immobilier ne constitue pas à lui seul une indication d'un changement d'utilisation. La liste d'exemples d'indication est maintenant désignée comme une liste non exhaustive d'exemples et non plus comme une liste exhaustive. La modification est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018.

Améliorations annuelles des IFRS — Cycle 2014-2016

En décembre 2016, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié les améliorations annuelles apportées au cours du cycle 2014-2016. Les normes touchées par ces modifications sont les suivantes : IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* : il y a eu suppression des exemptions à court terme des paragraphes E3 à E7 puisqu'elles ont rempli leur rôle; IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* : la modification a clarifié que le choix d'évaluer à la juste valeur par le biais du résultat net une participation dans une entreprise associée ou une coentreprise qui est détenue par une entité qui est un organisme de capital-risque, ou une autre entité admissible, doit être fait sur une base individuelle et au moment de la comptabilisation initiale. Les améliorations annuelles d'IFRS 1 et d'IAS 28 doivent être appliquées pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018.

IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*

Cette interprétation s'applique à une transaction en monnaie étrangère, ou à une partie de celle-ci, lorsqu'une contrepartie libellée ou fixée dans une monnaie étrangère est prévue, que la comptabilisation par l'entité d'un actif au titre d'un paiement anticipé ou d'un passif au titre de produits différés relativement à cette contrepartie précède la comptabilisation de l'actif, de la charge ou du produit connexe et que l'actif au titre d'un paiement anticipé ou le passif au titre de produits différés est non monétaire. Le comité a conclu que la date de la transaction, aux fins de la détermination du taux de change, correspond à la date de la comptabilisation initiale de l'actif non monétaire payé d'avance ou du passif non monétaire lié à un produit différé. Si les paiements ou encaissements anticipés sont multiples, la date de la transaction doit alors être déterminée pour chacun des paiements ou des encaissements. Cette interprétation doit être appliquée pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018.

- b) Les nouvelles prises de position liées aux IFRS et énumérées ci-dessous ont été jugées comme susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société d'exercices à venir. Celle-ci évalue actuellement ces nouvelles prises de position et c'est pourquoi l'importance de l'incidence de leur adoption est inconnue.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients (« IFRS 15 »)

IFRS 15 a été publiée en mai 2014 et précise la façon dont une entité publiant selon les IFRS comptabilisera les produits et le moment auquel elle le fera, et exige aussi qu'elle fournisse des informations plus pertinentes aux utilisateurs d'états financiers. La norme annule et remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et IAS 11, *Contrats de construction* ainsi qu'un certain nombre d'interprétations portant sur les produits. L'application de la norme est obligatoire pour toutes les entités publiant selon les IFRS et s'applique à presque tous les contrats avec des clients. Les principales exceptions sont les contrats de location, les instruments financiers et les contrats d'assurance. IFRS 15 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018. Les entités peuvent choisir d'appliquer une méthode rétrospective intégrale ou modifiée à l'adoption de cette norme. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura IFRS 15 sur ses états financiers consolidés.

IFRS 16, Contrats de location (« IFRS 16 »)

IFRS 16 a été publiée en janvier 2016 et remplacera IAS 17, *Contrats de location*. Selon la nouvelle norme, les contrats de location doivent être inscrits au bilan d'une entreprise, augmentant ainsi la visibilité de ses actifs et de ses passifs. IFRS 16 abolit, dans le cas des preneurs, le classement des contrats de location en tant que contrats de location simple ou contrats de location-financement et prescrit de traiter tous les contrats de location comme étant de location-financement. Les contrats de location à court terme (moins de 12 mois) et ceux portant sur des actifs de faible valeur (tels les ordinateurs personnels) comporteront une exemption facultative relativement aux nouvelles exigences. Dans le cas des bailleurs, IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences d'IAS 17, *Contrats de location*. La nouvelle norme entre en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019. Son adoption anticipée est autorisée (dans la mesure où la norme sur les produits qui a récemment été émise, soit IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, l'est également). Les entités peuvent choisir d'utiliser une approche rétrospective en retraitant les informations comparatives ou une approche rétrospective qui reflète l'incidence cumulative de l'adoption dans les résultats non distribués sans retraitement des informations comparatives. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura IFRS 16 sur ses états financiers consolidés.

IFRS 7, Instruments financiers : Informations à fournir (« IFRS 7 »)

Une modification d'IFRS 7 a été publiée en décembre 2011. Elle exige de fournir des informations sur l'application initiale d'IFRS 9, dont la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2018. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective.

Une autre modification d'IFRS 7 a été publiée en novembre 2013. Elle exige de fournir des informations supplémentaires sur la comptabilité de couverture résultant de l'introduction d'une section sur la comptabilité de couverture dans IFRS 9, dont la date d'entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 2018. Les modifications doivent être appliquées de manière rétrospective. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura IFRS 7 sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 »)

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, qui incorpore les phases concernant le classement et l'évaluation, la dépréciation et la comptabilité de couverture du projet visant à remplacer les normes existantes d'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La nouvelle norme IFRS 9 est en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et doit être appliquée de manière rétrospective. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura IFRS 9 sur ses états financiers consolidés.

6. CRÉANCES

	1 ^{er} avril 2017	Au 31 décembre 2016
Créances clients et régularisations	22 966 \$	20 029 \$
Créances clients exigibles auprès de parties liées (note 19)	2 226	3 167
Provision pour créances douteuses	(26)	(47)
Créances clients, montant net	25 166	23 149
Autres créances financières courantes	111	851
Créances diverses	1 103	938
Total des créances	26 380 \$	24 938 \$

La Société ne détient aucune garantie à l'égard des créances clients et des créances diverses.

7. STOCKS

	1 ^{er} avril 2017	Au 31 décembre 2016
Total des stocks	85 744 \$	78 929 \$

Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017, la Société a constaté 1,0 million de dollars (1,0 million pour la période de 13 semaines close le 2 avril 2016) à titre de dépréciation de stocks à la valeur nette de réalisation.

8. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

8.1 Gestion du risque de capital

La Société peut emprunter au Trésor ou à toute autre source, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances quant à la période et aux conditions de l'emprunt. Depuis mars 1999, suivant les modifications à la *Loi sur la Monnaie royale canadienne*, l'ensemble des montants empruntés et non remboursés ne doit à aucun moment dépasser 75 millions de dollars. Pour la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017, les emprunts à court terme approuvés dans ce contexte et devant servir à combler des besoins précis du fonds de roulement ne devaient pas dépasser 25,0 millions de dollars (15,0 millions pour la période de 13 semaines close le 2 avril 2016) ou son équivalent en dollars américains.

Pour répondre à ces besoins éventuels d'emprunts à court terme qui peuvent survenir de temps à autre, la Société détient avec plusieurs institutions financières canadiennes diverses lignes de crédit commerciales non garanties prévoyant des emprunts pour une durée maximale de 364 jours à des taux négociés. Aucune de ces lignes de crédit n'avait été utilisée au 1^{er} avril 2017 ou au 2 avril 2016.

Dans la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017, la Société a remis à son actionnaire, le gouvernement du Canada, des dividendes totalisant 29 millions de dollars (31 millions dans la période de 13 semaines close le 2 avril 2016).

8.2 Classement et évaluation de la juste valeur des instruments financiers

8.2.1 Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

Le classement ainsi que la valeur comptable et la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers de la Société sont comme suit :

	Au			
	1 ^{er} avril 2017		31 décembre 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers				
Détenus à des fins de transaction				
Trésorerie	80 525 \$	80 525 \$	114 185 \$	114 185 \$
Actifs financiers dérivés	253	253	442	442
Prêts et créances				
Créances	25 277	25 277	24 000	24 000
Passifs financiers				
Détenus à des fins de transaction	896	896	4 888	4 888
Passifs financiers dérivés				
Autres passifs financiers				
Créditeurs et charges à payer	60 301	60 301	57 694	57 694
Emprunts	27 043	27 157	27 006	27 145

La Société n'avait aucun actif financier détenu jusqu'à l'échéance ou disponible à la vente à la clôture des périodes de présentation de l'information financière.

8.2.2. Hiérarchie des justes valeurs

Pour les instruments financiers, autres que ceux qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur et pour lesquels la juste valeur se rapproche de leur valeur comptable, peu importe qu'ils soient comptabilisés à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière, il est nécessaire de présenter leur juste valeur et de les classer selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées dans leur évaluation :

- Niveau 1 : cours du marché (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : données autres que les cours du marché visés dans le niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif, que ce soit directement (à savoir des cours) ou indirectement (à savoir des dérivés des cours).
- Niveau 3 : données pour l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché (données non observables).

L'évaluation de la juste valeur de la trésorerie est classée comme étant au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs au 1^{er} avril 2017 et au 31 décembre 2016. Les évaluations de la juste valeur de tous les autres instruments financiers détenus par la Société sont classées comme étant au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs au 1^{er} avril 2017 et au 31 décembre 2016. Il n'y a pas eu de transfert d'instruments financiers entre les niveaux au cours de la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017.

8.2.3 Classement et techniques d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers

La Société détient des instruments financiers sous forme de trésorerie, de créances, d'actifs dérivés, de créditeurs et charges à payer, d'emprunts et de passifs dérivés.

La Société a estimé de la façon suivante la juste valeur de ses instruments financiers :

- i) La valeur comptable de la trésorerie, des créances et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de la durée relativement courte de ces instruments financiers.
- ii) La juste valeur des emprunts a été estimée en se fondant sur la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux d'intérêt du marché en vigueur aux dates respectives.
- iii) La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de taux d'intérêt est fondée sur les cours du marché à terme estimés et rajustés en fonction de la qualité du crédit. La Société prend en compte le risque de crédit des contreparties et son propre risque de crédit pour établir la juste valeur des instruments financiers.

Le tableau ci-dessous indique les types d'instruments financiers dérivés qui sont constatés à la juste valeur.

	1 ^{er} avril 2017	Au 31 décembre 2016
Actifs financiers dérivés		
Contrats de change à terme	253 \$	442 \$
	253 \$	442 \$
Passifs financiers dérivés		
Contrats de change à terme	570 \$	4 540 \$
Swaps de taux d'intérêt	326	348
	896 \$	4 888 \$

8.3. Objectifs et cadre de gestion des risques financiers

L'utilisation d'instruments financiers expose la Société au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché.

Le Conseil d'administration est chargé de la mise en place et de la surveillance du cadre de gestion des risques de la Société. Le Comité de vérification aide le Conseil et est responsable de l'examen, de l'approbation et de la surveillance des politiques de la Société en matière de gestion des risques financiers. Le Comité de vérification rend régulièrement compte de ses activités au Conseil d'administration.

8.3.1 Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière par la Société si un client ou une contrepartie liée à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Il se situe surtout dans les créances clients, la trésorerie et les instruments dérivés. La Société a adopté une politique de transiger seulement avec des contreparties bien cotées comme moyen d'atténuer le risque d'une perte financière par manquement. Le risque de la Société et la cote de crédit des contreparties sont surveillés continuellement.

La valeur comptable des actifs financiers comptabilisés dans les états financiers consolidés résumés trimestriels représente l'exposition maximale au risque.

8.3.2. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société gère ce risque en surveillant continuellement les flux de trésorerie actuels et prévus pour s'assurer dans la mesure du possible qu'elle a les liquidités nécessaires pour satisfaire aux obligations qui échoient dans une conjoncture normale ou contraignante, sans subir de pertes inacceptables ou ternir sa réputation.

8.3.3 Risque de marché

Le risque de marché est le risque que des variations des prix du marché, telles les fluctuations des taux de change, l'évolution des taux d'intérêt ou les fluctuations des prix des marchandises, influent sur les résultats de la Société ou sur la juste valeur de ses instruments financiers.

À l'occasion, la Société utilise des instruments dérivés tels des contrats de change à terme, des accords portant sur l'échange de taux d'intérêt, des swaps sur marchandises et des contrats à terme, pour gérer son exposition aux variations des flux de trésorerie attribuables au risque de change, au risque de taux d'intérêt et au risque marchandises. La Société achète et vend des dérivés dans le cours normal de ses activités et toutes ces transactions sont exécutées conformément aux lignes directrices prévues dans les politiques en vigueur. La Société a pour politique de ne pas utiliser des dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change lors des transactions d'achat et de vente qui sont libellées en monnaies étrangères, soit essentiellement en dollars américains et en euros. Elle gère son exposition aux fluctuations des taux de change entre les monnaies étrangères et le dollar canadien en concluant des contrats de change à terme et en appliquant la comptabilité de couverture à certains contrats admissibles afin de minimiser la volatilité du résultat net. Depuis le 31 décembre 2016, la Société n'applique plus la comptabilité de couverture à ses contrats de change à terme. Elle a également recours à de tels contrats pour gérer ses besoins de trésorerie généraux.

Risque de taux d'intérêt

Les actifs financiers et les passifs financiers à taux d'intérêt variable exposent la Société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. Ce risque n'existe pas pour la trésorerie parce qu'il n'y a pas de placements à court terme aux dates présentées. Les emprunts au taux d'acceptation bancaire ou sur un swap de taux exposent la Société à un risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie. La Société a couvert l'intégralité de son exposition aux variations des taux d'intérêt liés à ces instruments en concluant des swaps de taux d'intérêt correspondant prévoyant qu'elle paie un taux fixe en retour d'un taux variable. Les swaps de taux d'intérêt sont désignés comme des instruments de couverture selon le modèle de comptabilité de couverture de flux de trésorerie.

Les actifs financiers et les passifs financiers à intérêt fixe sont sujets au risque de taux d'intérêt à la juste valeur. La Société ne comptabilise pas ses instruments d'emprunt à taux fixe en tant qu'instruments détenus à des fins de transaction. Une variation des taux d'intérêt à la date de clôture n'influerait donc d'aucune façon sur le résultat net découlant de ces instruments à taux fixe. Ses swaps de taux d'intérêt exposent la Société à un risque de taux d'intérêt à la juste valeur.

Risque marchandises

La Société achète des métaux précieux pour fabriquer des produits d'investissement et des pièces numismatiques ainsi que des métaux communs et des alliages destinés aux pièces de circulation canadiennes et étrangères. Elle atténue le risque inhérent à la volatilité des prix des métaux en faisant coïncider les achats et les ventes, en transférant le risque de prix par contrat aux fournisseurs et en employant des stratégies de couverture ou les couvertures naturelles que lui procurent ses activités commerciales. L'incidence des fluctuations du risque marchandises sur les états financiers consolidés résumés est négligeable.

9. IMMOBILISATIONS

Immobilisations corporelles

La composition de la valeur comptable nette des immobilisations corporelles de la Société est présentée dans les tableaux suivants.

	1 ^{er} avril 2017	Au 31 décembre 2016
Coût	419 612 \$	417 266 \$
Cumul des amortissements	(250 961)	(247 012)
Valeur comptable nette	168 651 \$	170 254 \$
Valeur comptable nette par catégorie d'actif		
Terrains et améliorations aux terrains	3 074 \$	3 075 \$
Édifices et améliorations	89 643	91 109
Matériel	71 771	73 775
Projets d'immobilisations en cours	4 163	2 295
Valeur comptable nette	168 651 \$	170 254 \$

Dans le premier trimestre de 2017, la Société a acquis pour 2,4 millions de dollars (1,7 million en 2016) d'améliorations aux immobilisations corporelles et de matériel. Aucune immobilisation n'a été reclassée d'une catégorie à l'autre des immobilisations corporelles.

Pour le premier trimestre de 2017, les entrées d'immobilisations corporelles tiennent compte d'une régularisation totalisant 0,8 million de dollars (0,5 million en 2016).

Les immobilisations corporelles sont constatées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Au 1^{er} avril 2017, aucun actif n'avait été donné en garantie des emprunts.

Immobilisations incorporelles

	1 ^{er} avril 2017	Au 31 décembre 2016
Coût	30 820 \$	30 678 \$
Cumul des amortissements	(19 594)	(18 674)
Valeur comptable nette	11 226 \$	12 004 \$

Dans le premier trimestre de 2017, la Société a acquis pour 0,1 million de dollars (0,5 million en 2016) de logiciels. Aucune immobilisation n'a été reclassée d'une catégorie à l'autre des immobilisations incorporelles.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} AVRIL 2017
 (Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Pour le premier trimestre de 2017, les entrées d'immobilisations incorporelles tiennent compte d'une régularisation totalisant 0,1 million de dollars (néant en 2016).

10. RACHATS ET RETOURS DE PRODUITS VENDUS À LEUR VALEUR NOMINALE

	1 ^{er} avril 2017	Au 31 décembre 2016
Rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale	183 522 \$	183 672 \$
Récupération de métaux précieux	(46 797)	(42 655)
Rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale, montant net	136 725	141 017
Moins la partie courante	(2 613)	(3 153)
Partie non courante des rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale, montant net	134 112 \$	137 864 \$

	1 ^{er} avril 2017	31 décembre 2016
Solde d'ouverture	141 017 \$	123 009 \$
Ajouts, montant net	641	26 204
Rachats et retours, montant net	(726)	(3 820)
Réévaluation	(4 207)	(4 376)
Solde de clôture	136 725 \$	141 017 \$

Les rachats et retours de produits vendus à leur valeur nominale représentent le montant prévu des sorties de trésorerie advenant que la totalité des pièces vendues à leur valeur nominale soient rachetées ou retournées, ce qui englobe les coûts des rachats et des retours, facteur contrebalancé par le contenu de métaux précieux que récupérera la Société par suite de ces rachats ou retours. La composante récupération de métaux précieux du passif est fondée sur la valeur marchande de l'argent à chaque date de clôture.

La portion courante des rachats et retours des produits vendus à leur valeur nominale est fondée sur ceux des 12 derniers mois puisque la Société a déterminé qu'il était improbable que toutes les pièces vendues à leur valeur nominale qui sont en circulation soient rachetées ou remboursées au cours des 12 prochains puisqu'il existe de nombreux détenteurs et que le processus de rachat et de retour prend du temps.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la Société n'offre plus de pièces vendues à leur valeur nominale, mais, au cours du premier trimestre de 2017, elle a continué de remplir les commandes en souffrance qui lui avaient été passées en 2016.

11. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	1 ^{er} avril 2017	Au 31 décembre 2016
Dettes fournisseurs	3 330 \$	5 475 \$
Autres passifs financiers courants ¹⁾	41 040	37 012
Autres créditeurs et charges à payer ²⁾	2 016	2 091
Autres créditeurs et charges à payer auprès de parties liées (note 19)	15 568	14 806
Total des créditeurs et charges à payer courants	61 954	59 384
Total des créditeurs et charges à payer non courants	363	401
Créditeurs et charges à payer	62 317 \$	59 785 \$

1) Les autres passifs financiers courants comprennent des créditeurs qui ne constituent pas des dettes fournisseurs ainsi que diverses régularisations relevant de l'exploitation et des immobilisations.

2) Les autres créditeurs et charges à payer comprennent des montants à payer au titre des retenues d'impôt et de la taxe de vente. Ils tiennent également compte d'une régularisation associée à une pénalité de 1,6 million de dollars (1,6 million en 2016), montant dont la majeure partie a découlé du fait que le montant de la taxe de vente facturé au ministère des Finances n'était pas assez élevé (note 19).

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} AVRIL 2017
 (Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

Les charges à payer au 1^{er} avril 2017 incluent une provision d'un montant net de 0,4 million de dollars (1,0 million au 31 décembre 2016) pour les retours et rabais sur ventes estimatifs.

12. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Prestations de retraite

Dans la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017, la Société a versé des cotisations totalisant 2,4 millions de dollars (2,6 millions dans la période de 13 semaines close le 2 avril 2016).

Il y a lieu de se reporter à la note 20 annexe aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016 pour obtenir des détails sur les régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi de la Société.

13. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

	Période de 13 semaines close le	
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
	Chiffres retraités (note 3)	
Produits provenant de la vente de biens	494 607 \$	577 034 \$
Produits provenant de la prestation de services	8 143	11 380
Total des produits des activités ordinaires	502 750 \$	588 414 \$

Les produits provenant de la vente de biens sont présentés déduction faite du coût des ventes lorsque la Société n'agit pas pour son propre compte dans le cadre de la transaction (« opérations visant des stocks de clients »). Le tableau qui suit renferme un rapprochement du montant brut des produits provenant de la vente de biens et de leur montant net qui est présenté.

	Période de 13 semaines close le	
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
Produits provenant de la vente de biens, montant brut	624 540 \$	768 043 \$
Moins les opérations visant des stocks de clients	(129 933)	(191 009)
Produits provenant de la vente de biens, montant net	494 607 \$	577 034 \$

14. CHARGES D'AMORTISSEMENT

	Période de 13 semaines close le	
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
Amortissement des immobilisations corporelles	3 955 \$	3 907 \$
Amortissement des immobilisations incorporelles	920	861
Total des charges d'amortissement	4 875 \$	4 768 \$

Les charges d'amortissement ont été reclassées dans les charges d'exploitation comme suit :

	Période de 13 semaines close le	
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
Coût des ventes	2 558 \$	2 916 \$
Frais de marketing et ventes	904	648
Frais d'administration	1 413	1 204
Total des charges d'amortissement	4 875 \$	4 768 \$

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} AVRIL 2017
 (Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

15. CHARGES DE RÉMUNÉRATION

	Période de 13 semaines close le	
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
Inclus dans le coût des ventes :		
Rémunération incluant les avantages du personnel à court terme	9 165 \$	9 226 \$
Coûts du régime de retraite	1 121	1 277
Avantages du personnel à long terme et avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite	570	152
Indemnités de cessation d'emploi	60	–
Inclus dans les frais de marketing et ventes :		
Rémunération incluant les avantages du personnel à court terme	4 789	5 136
Coûts du régime de retraite	343	378
Avantages du personnel à long terme et avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite	144	59
Indemnités de cessation d'emploi	305	–
Inclus dans les frais d'administration :		
Rémunération incluant les avantages du personnel à court terme	8 810	8 191
Coûts du régime de retraite	840	776
Avantages du personnel à long terme et avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite	414	398
Indemnités de cessation d'emploi	523	(51)
Total des charges de rémunération et des avantages du personnel	27 084 \$	25 542 \$

16. CHARGES DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DÉVELOPPEMENT EXPÉRIMENTAL, MONTANT NET

	Période de 13 semaines close le	
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
Charges de recherche et développement	1 262 \$	1 406 \$
Crédit d'impôt à l'investissement à la recherche scientifique et au développement	(181)	(200)
Charges de recherche et développement, montant net	1 081 \$	1 206 \$

Le montant net des charges nettes de recherche et développement est inclus dans les frais d'administration figurant dans l'état consolidé du résultat global.

17. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Période de 13 semaines close le	
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
		Chiffres retraités (note 3)
Charge d'impôts exigibles	2 576 \$	4 908 \$
Charge d'impôts différés	1 161	(1 185)
Charge d'impôts sur le résultat	3 737 \$	3 723 \$

La charge d'impôts sur le résultat avant impôts diffère de celle qui résulterait de l'application du taux fédéral d'imposition prévu par la loi de 25 % (25 % en 2016).

18. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les ajustements aux autres (produits) charges, montant net, ont été comme suit :

	Période de 13 semaines close le	
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
Charges		
Charges au titre des avantages du personnel	2 303 \$	2 431 \$
Avantages du personnel versés	(1 353)	(2 574)
Dépréciations de stocks	1 018	974
Pertes à la sortie d'actifs	(5)	30
Autres produits hors trésorerie, montant net	(169)	(203)
Produits	(1 799)	(404)
	(5) \$	254 \$

Les intérêts reçus, déduction faite des intérêts payés, ont été comme suit :

	Période de 13 semaines close le	
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
		Chiffres retraités (note 3)
Intérêts reçus	193 \$	252 \$
Intérêts payés	(49)	(67)
	144 \$	185 \$

La variation nette des actifs et passifs d'exploitation figurant dans le tableau consolidé des flux de trésorerie est imputable aux éléments suivants :

	Période de 13 semaines close le	
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
Créances	(1 380) \$	(1 083) \$
Stocks	(7 627)	(6 490)
Charges payées d'avance	(784)	116
Créditeurs et charges à payer	1 967	(9 858)
Produits différés	(2 168)	53
	(9 992) \$	(17 262) \$

19. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société est liée, sur le plan de la propriété commune, à toutes les entités appartenant au gouvernement du Canada. Elle effectue des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités, aux mêmes conditions que celles conclues avec des parties non liées. Conformément à l'exemption de l'obligation en matière d'informations pour les « entités liées à une autorité publique », la Société est exemptée de certaines dispositions relatives aux informations à fournir d'IAS 24 en ce qui a trait à ses transactions et soldes avec les parties liées suivantes :

- une autorité publique, dont elle est sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable;
- une autre entité qui est une partie liée du fait que les deux entités sont sous le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable d'une même autorité publique.

Les transactions avec des parties liées qui sont significatives, considérées individuellement ou collectivement, comprennent celles avec le gouvernement du Canada et ses ministères et toutes les sociétés d'État fédérales.

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} AVRIL 2017
 (Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

La majorité des transactions avec le gouvernement du Canada l'ont été avec le ministère des Finances, concernaient la production, la gestion et la distribution de pièces de circulation canadiennes et ont été négociées et évaluées à la juste valeur dans le cadre d'un protocole d'entente de trois ans par lequel le prix est convenu annuellement dans le cours normal des activités.

Les transactions avec le ministère des Finances ont été comme suit :

	Période de 13 semaines close le	
	1 ^{er} avril 2017	2 avril 2016
Produits provenant du ministère des Finances	22 792 \$	20 507 \$

	1 ^{er} avril 2017	Au 31 décembre 2016
	Montant à recevoir du ministère des Finances	2 226 \$
Montant à payer au ministère des Finances	15 568	14 806

La majorité des transactions avec des sociétés d'État ont porté sur la vente de produits numismatiques.

Les créiteurs et charges à payer figurant à l'état consolidé de la situation financière tiennent compte d'une régularisation associée à une pénalité de 1,6 million de dollars (1,6 million en 2016), montant dont la majeure partie a découlé du fait que le montant de la taxe de vente facturé au ministère des Finances n'était pas assez élevé. La Société attend l'évaluation finale de la taxe de vente qu'elle doit régler et facturera ce ministère pour la taxe de vente sous-facturée, soit 32 millions de dollars, montant qu'elle remettra ensuite à l'Agence du revenu du Canada. Ce montant n'a pas été pris en compte à l'état consolidé de la situation financière.

Vu l'application rétrospective d'IAS 16 à la date de transition aux IFRS, soit le 1^{er} janvier 2010, les charges d'amortissement qui ont été imputées au ministère des Finances conformément aux PCGR du Canada, à un taux supérieur aux charges d'amortissement réelles engagées selon IAS 16, ont été ajustées d'un montant de 8,2 millions de dollars à ce moment-là. Cette somme a été incluse dans les créiteurs et charges à payer à l'état consolidé de la situation financière, car elle était remboursable à vue au ministère des Finances. Depuis 2011, la Société réduit la facturation au ministère des Finances de 0,5 million de dollars par année, et le solde de 5,2 millions de dollars au 1^{er} avril 2017 (5,2 millions au 31 décembre 2016) sera déduit dans les facturations futures au cours des 10 prochaines années.

20. ENGAGEMENTS, ÉVENTUALITÉS ET GARANTIES

20.1 Baux sur métaux précieux

Afin de faciliter la production de pièces de métaux précieux et de gérer les risques associés aux variations de prix des métaux, la Société peut conclure des accords au titre de contrats d'approvisionnement à prix ferme et des baux sur métaux précieux. Au 1^{er} avril 2017, la Société avait des engagements d'achat de métaux précieux de 38,4 millions de dollars (51,2 millions au 31 décembre 2016).

MONNAIE ROYALE CANADIENNE
 NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS
 PÉRIODE DE 13 SEMAINES CLOSE LE 1^{ER} AVRIL 2017
 (Non audité) (en milliers de dollars canadiens, à moins d'indication contraire)

À la clôture de la période, la Société avait conclu des baux sur métaux précieux comme suit :

Onces	1 ^{er} avril 2017	Au 31 décembre 2016
Or	105 143	34 451
Argent	9 503 410	9 524 890
Palladium	4 288	4 388
Platine	27 068	18 241

Les frais de location sont fondés sur la valeur de marché. Les paiements au titre des baux sur métaux précieux comptabilisés en charges en 2016 se sont élevés à 0,9 million de dollars pour la période de 13 semaines close le 1^{er} avril 2017 (1,8 million pour la période de 13 semaines close le 2 avril 2016). La valeur des métaux visés par ces baux n'apparaît pas aux états financiers consolidés de la Société, car elle a l'intention de les régler par la prise de possession ou l'expédition des métaux en question.

20.2 Garanties commerciales et bancaires

La Société détient diverses garanties bancaires et commerciales liées à la production à forfait de pièces étrangères. Les garanties ont été émises dans le cours normal des activités, et elles ont été accordées par diverses institutions financières qui offrent à la Société des lignes de crédit de soutien. La durée maximale des garanties de bonne fin est d'un an, selon le contrat visé, tandis que la durée maximale des garanties de soumission est de cinq ans. En règle générale, la durée des garanties de soumission est inférieure à trois mois, selon la durée de la période de soumission relative au contrat visé. La durée des divers contrats visés par les garanties de soumission ou de bonne fin varie normalement de un à deux ans. Les paiements susceptibles de devenir exigibles aux termes des engagements précités feraient suite à l'inexécution d'un contrat par la Monnaie. La Société ne prévoit pas devoir verser de paiement d'importance à l'avenir. Au 1^{er} avril 2017, le maximum des paiements futurs susceptibles de devenir exigibles aux termes des garanties de soumission et de bonne fin était de 12,6 millions de dollars (12,8 millions au 31 décembre 2016).

20.3 Autres engagements et garanties

Le total des engagements minimums futurs qui subsistent est indiqué ci-dessous.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022 et par la suite	Total
Contrats de location simple	2 884 \$	3 385 \$	2 008 \$	1 776 \$	1 672 \$	5 607 \$	17 332 \$
Autres engagements (aucun contrat de location)	23 152	4 420	2 043	1 625	2 077	43	33 360
Engagements sur métaux communs	6 196	–	–	–	–	–	6,196
Total	32 232 \$	7 805 \$	4 051 \$	3 401 \$	3 749 \$	5 650 \$	56 888 \$

Au 1^{er} avril 2017, la Société s'était engagée à consacrer environ 2,9 millions de dollars à des projets en immobilisations (4,0 millions au 31 décembre 2016).

Il existe diverses créances légales contre la Société. Les demandes qui sont incertaines en termes d'issue ou de sortie potentielle ou qui ne peuvent pas être évaluées sont considérées comme des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société. Au 1^{er} avril 2017, les créanciers et charges à payer tenaient compte d'une provision de 0,7 million de dollars pour une obligation éventuelle de nature juridique (0,7 million de dollars au 31 décembre 2016). Le montant et le moment du règlement de la provision sont incertains.